

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 474<sup>e</sup>  
SÉANCE



Jeudi 2 décembre 1965,  
à 11 heures

NEW YORK

## SOMMAIRE

Page

Point 36 de l'ordre du jour:

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite)

a) Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine;

b) Rapports du Secrétaire général . . . . . 1

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

## POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite):

a) Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (A/5692, A/5707, A/5825 et Add.1, A/5932, A/5957);

b) Rapports du Secrétaire général (A/5850 et Add.1, A/6025 et Add.1)

1. M. O'HARA (Etats-Unis d'Amérique) rappelle qu'il a déjà exposé brièvement les vues des Etats-Unis à la 1571<sup>ème</sup> séance de la Quatrième Commission sur la politique de discrimination raciale de la République sud-africaine. Cependant, il tient à faire connaître à nouveau la position du Gouvernement des Etats-Unis sur cette question, à examiner l'action entreprise par la communauté internationale pour persuader l'Afrique du Sud de renoncer à sa politique inhumaine et à évoquer les efforts que font les Etats-Unis pour convaincre le Gouvernement sud-africain qu'ils ne le soutiendront pas dans cette politique. La dernière fois que le Conseil de sécurité a examiné la question de l'apartheid, Adlai Stevenson a éloquentement souligné tous les dangers que comporte la politique d'apartheid, "raciste dans ses origines, arrogante dans son application" (1133<sup>ème</sup> séance); il a déclaré que cette politique constituait une violation de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qu'elle contenait tous les éléments d'un conflit racial susceptible d'entraver sérieusement le progrès sur le continent africain et dans le monde entier. De même, manifestant sa répulsion pour la politique actuelle de l'Afrique du Sud, M. Goldberg, le nouveau représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré à l'Assemblée générale (1334<sup>ème</sup> séance plénière) que, pour son pays, l'égalité n'était pas seulement un principe, mais qu'elle devait être pratiquée. Les Etats-Unis cherchent à éliminer la discrimination non seulement à l'intérieur de leur territoire, mais dans le monde entier.

2. La délégation des Etats-Unis est consternée de voir que, à une époque où la plupart des pays s'efforcent d'assurer l'exercice des droits de l'homme, le Gouvernement sud-africain fait tout pour les supprimer. L'apartheid est une doctrine immorale, destructive et dangereuse et, comme M. O'Hara l'a déclaré à la Quatrième Commission (1571<sup>ème</sup> séance), les Etats-Unis, qui ont été le premier pays à briser les chaînes du colonialisme, seraient le dernier à accepter un système politique ou économique laissant la majorité de la population à la merci d'une minorité.

3. Les membres de la Commission connaissent parfaitement l'historique des débats de l'ONU sur la question de l'apartheid. Le Gouvernement sud-africain a non seulement méconnu l'action des Nations Unies en faveur d'une évolution pacifique, mais il a adopté chaque année de nouvelles mesures de discrimination et, devant l'opposition de la population autochtone, les mesures de répression se sont multipliées à tel point que les non-Blancs ont été privés de tous les moyens légaux d'obtenir satisfaction pour les torts subis ou de faire reconnaître leurs droits.

4. Le représentant des Etats-Unis examine ensuite les mesures prises par les Nations Unies pour remédier à cet état de choses. Dans sa dernière résolution sur la question [191 (1964)], le Conseil de sécurité, bien que condamnant l'apartheid, s'est efforcé de parvenir à un accord par les voies normales. Il a adressé un appel pressant au Gouvernement de la République sud-africaine pour qu'il abolisse ses lois discriminatoires et remette en liberté les personnes emprisonnées pour s'être opposées à la politique d'apartheid. Enfin, il a invité le Gouvernement sud-africain à organiser des consultations avec tout le peuple de l'Afrique du Sud, de manière à décider de l'avenir de ce pays. Cet appel est resté sans effet. Au lieu de prendre les mesures raisonnables demandées par le Conseil de sécurité pour résoudre le problème, le Gouvernement sud-africain a prétendu que le Conseil s'ingérerait dans des affaires ne relevant que de la souveraineté d'un Etat Membre. Le Conseil de sécurité, dans la même résolution, a créé un comité d'experts chargé d'entreprendre une étude technique et pratique et de lui faire rapport sur la possibilité, l'efficacité et les incidences des mesures que le Conseil pourrait prendre aux termes de la Charte. Les Etats-Unis ont pleinement participé aux travaux de ce comité, non parce qu'ils estimaient que la situation en Afrique du Sud constituait alors une menace à la paix et à la sécurité internationales aux termes de la Charte, mais parce qu'ils pensaient, ainsi que les autres membres du Conseil, qu'il serait très utile de disposer d'une étude détaillée sur cette question. La délégation des Etats-Unis continue de croire que la situation en Afrique du Sud, pour

déplorable qu'elle soit, ne constitue pas, dans les circonstances actuelles, une menace à la paix et à la sécurité internationales. On notera que, si le Comité d'experts a estimé que l'application de sanctions poserait de graves problèmes, il a cependant indiqué qu'il existe des points vulnérables dans l'économie sud-africaine, ce qui permettrait de rendre les sanctions efficaces. La délégation des Etats-Unis estime que tous les Membres de l'Organisation, y compris le Gouvernement sud-africain, doivent étudier attentivement les conclusions de cette étude.

5. Dans la même résolution, le Conseil de sécurité a invité également le Secrétaire général à établir, en consultation avec les institutions spécialisées compétences des Nations Unies, un programme d'enseignement et de formation professionnelle à l'étranger pour les Sud-Africains. Le Secrétaire général a donné suite à ce projet et, en réponse à sa demande de contribution, les Etats-Unis ont versé une somme de 75 000 dollars. Le Gouvernement des Etats-Unis et des institutions américaines ont aussi fourni d'importantes contributions pour l'enseignement des Sud-Africains. Compte tenu de l'importance que présente l'éducation pour le développement futur de l'Afrique, et devant l'ampleur de la tâche, les Etats-Unis examineront avec bienveillance le rapport du Secrétaire général et ses recommandations sur cette question.

6. Enfin, le Conseil de sécurité a réitéré l'appel par lequel il avait demandé à tous les Etats de mettre fin immédiatement à la vente et à l'expédition d'armes, de munitions de tous types et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud ainsi que d'équipements et de matériels destinés à la fabrication ou à l'entretien d'armes et de munitions en Afrique du Sud. Néanmoins, l'Afrique du Sud continue de recevoir des quantités importantes d'armes modernes. A ce propos, le représentant des Etats-Unis tient à démentir les informations inexactes dont il a été fait état, selon lesquelles les Etats-Unis ont contribué au renforcement de la puissance militaire de l'Afrique du Sud. Les Etats-Unis ont strictement observé l'embargo sur toutes les armes et le matériel militaire à destination du Gouvernement sud-africain. Bien plus, ils ont étendu cet embargo aux matériels destinés normalement à l'usage civil, mais facilement convertibles à des fins militaires; le manque à gagner résultant de l'embargo représente au minimum 115 millions de dollars en moins de deux ans. Le Gouvernement des Etats-Unis estime en outre que des commandes s'élevant à 285 millions de dollars, qui, dans des circonstances normales, auraient été faites aux Etats-Unis, ont été passées ailleurs pendant la même période. La Commission pourrait rechercher les moyens de persuader tous les Etats Membres de se conformer à la lettre et à l'esprit des résolutions du Conseil de sécurité recommandant un embargo sur toutes les expéditions d'armes à destination de l'Afrique du Sud.

7. Les Etats-Unis sont prêts à participer aux efforts entrepris conformément à la Charte pour remédier aux effets néfastes de l'apartheid et obtenir le respect des principes de la Charte, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales

pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

8. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que les crimes commis au nom de l'apartheid font peser une menace croissante sur la liberté et l'indépendance des peuples d'Afrique et sur la paix et la sécurité internationales. Il souligne le lien qui existe entre les récents événements dont le Conseil de sécurité a eu à connaître, à la suite des méfaits des colonialistes portugais et des racistes de la Rhodésie du Sud, et la politique de l'Afrique du Sud. Comme l'ont indiqué certains membres de la Commission, il existe manifestement une collusion entre ces pays qui cherchent à prendre des mesures de répression contre la population africaine autochtone. On se trouve ainsi en présence d'un grave problème international qui appelle une solution immédiate.

9. Depuis que l'Assemblée générale a commencé à examiner la question de l'apartheid, la situation a empiré. De nombreux faits exposés dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, (A/5957) et cités par son président, ainsi que les renseignements dont on dispose par ailleurs, prouvent de toute évidence que la situation actuelle est intolérable. On a déjà beaucoup parlé des graves conséquences de la politique de Verwoerd, dont les effets sont ressentis par près de 14 millions d'Africains et de personnes d'origine indienne et pakistanaise. Cependant, les racistes sud-africains persistent dans une politique de haine qui perpétue l'esclavage colonial. Le Gouvernement de l'Afrique du Sud a établi un système de législation inspiré des principes fascistes pour assurer la domination d'une minorité raciale. Il suffit de rappeler que, cette année même, une série de nouvelles lois draconiennes ont été appliquées en vue de priver les Africains vivant dans les réserves de tout droit à la sécurité, à la liberté de déplacement et au travail. Ainsi, le pays est transformé en un immense camp de concentration et se caractérise par la pauvreté, les migrations et le travail forcés, le chômage, la faim, ainsi que par le taux de mortalité le plus élevé du monde. Tels sont les résultats de l'apartheid, qui rétablit le règne de l'esclavage au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle et permet une exploitation éhontée de la population autochtone africaine par les colonialistes et les monopoles étrangers. Vingt ans après la condamnation des criminels fascistes à Nuremberg, les racistes sud-africains suivent leurs traces et lancent un défi à tous les peuples progressistes.

10. Certes, on peut s'étonner d'entendre certains représentants déclarer devant la Commission, tout en proclamant bien haut leur indignation, que les crimes monstrueux auxquels conduit l'apartheid ne représentent pas une menace à la paix et à la sécurité internationales au sens de la Charte des Nations Unies. La délégation soviétique se propose de revenir à nouveau sur ce sujet et de montrer l'hypocrisie de ces déclarations, dont le seul objet est de lier les mains à l'Organisation des Nations Unies et de l'empêcher de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à ces crimes. La communauté mondiale exige que des efforts véritables soient entrepris

pour forcer Verwoerd à mettre fin à la situation intolérable qui règne en Afrique du Sud.

11. Les résolutions prises par le Conseil de sécurité au cours des trois dernières années invitent le régime de Pretoria à cesser ses pratiques de discrimination raciale et ses mesures illégales de contrainte et de terreur à l'encontre des Africains et des personnes d'origine indienne et pakistanaise. Elles soulignent que la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud est incompatible avec les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'avec les obligations d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies. On sait que le problème de la discrimination raciale continue chaque année d'être examiné par l'Assemblée générale ainsi que par plusieurs organes de l'ONU créés à cet effet. Cependant, Verwoerd ne change rien à sa politique et le régime de Pretoria continue de faire fi de l'opinion des peuples et des gouvernements ainsi que des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Quelle est la position de ce régime en face de l'Organisation des Nations Unies au moment où celle-ci examine cette question? Pourquoi les représentants de ce pays ne se manifestent-ils pas et ne répondent-ils pas aux accusations qui leur sont portées? Leur absence montre qu'ils sont conscients de la responsabilité qu'ils encourent devant les peuples, lesquels manifestent une indignation croissante à l'égard de ce système d'esclavage et d'asservissement.

12. La politique d'apartheid a depuis longtemps dépassé le cadre de la République sud-africaine. Le régime raciste s'étend au Sud-Ouest africain, et des mercenaires sud-africains participent à la répression du mouvement de libération nationale au Congo. Le sud du continent africain voit la consolidation des forces colonialistes et racistes, comme le montre la conspiration de l'Afrique du Sud, du Portugal et de la Rhodésie du Sud. Cette alliance impie joue un rôle considérable dans les plans des gouvernements impérialistes dirigés contre le mouvement de libération nationale en Afrique. Les colonialistes sud-africains et portugais ne se contentent pas d'appuyer la Rhodésie du Sud au sein de l'Assemblée générale; le régime de Verwoerd se prépare à accorder une assistance économique aux racistes de Rhodésie du Sud. Aux liens politiques et économiques s'ajoute une coopération militaire.

13. Il faut toutefois savoir qui est responsable, en dernière analyse, de cette politique d'apartheid et de génocide. La réponse à cette question est fournie par le Comité spécial, qui souligne dans son rapport (A/5957) que cette responsabilité incombe aux principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, y compris certains membres permanents du Conseil de sécurité. Il ressort également de ce rapport que les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud sont en même temps ses partenaires militaires et politiques. Cela signifie qu'ils sont les alliés de fait du pouvoir sud-africain. Cet alliance se fonde sur les intérêts militaires, politiques et économiques des puissances occidentales et de l'Afrique du Sud sur le continent africain. Les puissances occidentales ont besoin d'un point d'appui en Afrique pour mettre en échec les mouvements de libération nationale, et elles

voudraient suspendre en permanence une épée de Damoclès au-dessus de ce continent, afin de sauvegarder leurs intérêts impérialistes.

14. Il se trouve en effet que l'armée sud-africaine est maintenant la plus puissante du continent africain et qu'elle est dotée de fusées, d'avions à réaction et de sous-marins. Le budget militaire et les effectifs des forces armées sont constamment augmentés en Afrique du Sud et il est évident que cela ne serait pas possible sans l'aide des pays de l'OTAN. Grâce à cet appui, l'Afrique du Sud peut maintenant menacer par les armes les populations pacifiques de son propre territoire et de l'ensemble du continent africain. Lorsque le Royaume-Uni continue de livrer des bombardiers à réaction aux forces aériennes de l'Afrique du Sud, on déclare que c'est en vertu d'accords qui ont été signés par le passé. Cette explication ne saurait toutefois faire oublier que des aviateurs sud-africains sont formés dans les forces aériennes britanniques et que le Royaume-Uni vend à l'Afrique du Sud du matériel électronique à des fins stratégiques.

15. Dans son rapport, le Comité spécial constate avec inquiétude que les Etats-Unis et d'autres pays membres de l'OTAN aident l'Afrique du Sud à créer une industrie aéronautique à des fins militaires et policières. Les Etats-Unis, qui accroissent leurs investissements en Afrique du Sud, ne trouvent toutefois rien de mieux que de se prononcer au sein de la présente commission contre l'apartheid. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, l'Italie et d'autres pays occidentaux, loin de diminuer le volume de leurs échanges avec l'Afrique du Sud et leurs investissements dans ce pays, ne font au contraire que l'accroître dans toute la mesure du possible. Cette situation ne correspond guère aux déclarations faites au sein de la présente commission par les représentants de ces pays. Les intérêts matériels passent en fait avant la morale et avant les décisions prises par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Les monopoles étrangers et le régime raciste de l'Afrique du Sud sont étroitement unis par des intérêts matériels communs. Ces monopoles sont connus de tous; ce sont, entre autres, la General Motors, la Ford Motors, la Firestone, la Chrysler, l'Unilever et la Rio Tinto Zinc. Toutes ces compagnies investissent en Afrique du Sud des sommes qui se chiffrent en milliards de dollars. Telle est l'explication fondamentale de la situation qui règne jusqu'à présent en Afrique du Sud. Comme on le sait, l'un des principaux investisseurs britanniques en Afrique du Sud a déclaré que s'il n'y avait pas de politique d'apartheid les monopoles étrangers n'investiraient pas dans ce pays des fonds aussi considérables.

16. Cette coopération entre les monopoles occidentaux et l'Afrique du Sud prend en outre un caractère de défi, étant donné que les puissances occidentales ne tiennent aucun compte des décisions de l'Organisation des Nations Unies visant à mettre fin à l'assistance accordée aux racistes sud-africains. C'est ainsi que l'on peut lire dans le *Financial Times* de Londres que les compagnies américaines General Motors et Union Carriage and Wagon ont reçu récemment en Afrique du Sud des commandes qui s'élèvent à 3 millions de livres sterling. Le même journal souligne

que l'Union de banques suisses a conclu un accord avec l'Anglo-American Corporation of South Africa afin d'accorder, avec l'aide d'un consortium de banques européennes, un prêt d'environ 18 millions de livres sterling destiné à construire une aciérie en Afrique du Sud. En 1964, le volume des échanges de l'Allemagne occidentale, du Japon et de l'Italie avec l'Afrique du Sud a atteint le chiffre de 667 millions de dollars, la part du Japon s'étant accrue depuis 1959 de 182 p. 100, celle de l'Italie de 83 p. 100 et celle de l'Allemagne occidentale de 69 p. 100. Il ne faut donc pas s'étonner que le président d'une compagnie américaine ait déclaré cette année à Johannesburg que les efforts visant au boycottage économique de l'Afrique du Sud ne reflétaient pas l'opinion des milieux d'affaires des Etats-Unis, et que ces derniers considéraient l'Afrique du Sud comme un allié important et une force économique puissante du monde libre.

17. Ainsi, les puissances impérialistes sont liées avec l'Afrique du Sud par des intérêts idéologiques, militaires, politiques et économiques communs. C'est pour cette raison que les pays occidentaux s'efforcent constamment de transformer les discussions relatives à l'apartheid en pure logomachie et de retarder les décisions que les Nations Unies se doivent de prendre si elles veulent rester fidèles aux buts et aux principes de la Charte. Lorsque les puissances occidentales ont activement soutenu la création du Comité d'experts, la délégation soviétique a souligné que tout atermoiement était inutile et qu'il fallait au contraire prendre les mesures prévues dans la Charte afin d'éliminer les forces fascistes de l'Afrique du Sud. Les travaux et les conclusions de ce comité prouvent que la délégation soviétique avait raison de déclarer au sein du Conseil de sécurité qu'un examen complémentaire ne pourrait servir qu'à ceux qui veulent retarder la solution du problème. Les efforts déployés par la Côte-d'Ivoire, le Maroc, l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie en vue de placer les travaux du Comité d'experts sur un plan pratique se sont heurtés à l'opposition des puissances occidentales, qui préféraient "étudier" au sein de ce comité des problèmes tels que "Climat et conditions géographiques en Afrique du Sud". Grâce à cette tactique, les puissances occidentales se sont efforcées de détourner le Comité d'experts de l'application de sanctions efficaces. Elles ont essayé avant tout de défendre leurs propres intérêts en tant que principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Par suite de cette attitude, les conclusions du Comité d'experts sont de nature à créer le doute au sein du Conseil de sécurité en ce qui concerne la nécessité de prendre des sanctions contre le régime de Verwoerd. Ces conclusions ne correspondent pas à la réalité et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent veiller à ce que tout nouvel effort visant à résoudre la question de l'apartheid ne soit pas détourné de son véritable objectif par toute une série d'enquêtes et d'examen qui n'ont rien à voir avec la question. Ces faits montrent que les puissances occidentales s'efforcent de mettre des obstacles sur la voie de l'adoption de sanctions efficaces contre l'Afrique du Sud. Ceux qui, auparavant, étaient nettement opposés à l'application de sanctions économiques, veulent maintenant, afin de retarder la solution du

problème, faire croire qu'il faut examiner la situation de façon plus détaillée.

18. Selon le représentant des Etats-Unis, le seul moyen raisonnable de résoudre la question est d'employer des "voies normales", c'est-à-dire la coopération et les consultations; de plus, la situation en Afrique du Sud ne constituerait pas une menace à la paix et à la sécurité internationales. On soutient par ailleurs qu'à l'heure actuelle, l'examen de la question n'est pas assez complet pour permettre de prendre des mesures définitives. Or, voilà 18 ans que l'Organisation étudie ce problème. Il est difficile de croire qu'on n'ait pas encore compris qu'il est illusoire de vouloir mettre fin à la politique d'apartheid en utilisant de telles méthodes. On s'efforce de montrer que l'embargo sur les armements à destination de la République sud-africaine suffit à résoudre en partie le problème et qu'il est impossible, pour l'instant, de prendre d'autres mesures. Mais on se garde bien de dire que l'Afrique du Sud possède déjà des armes en quantités suffisantes, qui lui ont été livrées par les pays de l'OTAN, et que, par ailleurs, des armements peuvent être fabriqués sur le territoire même de l'Afrique du Sud. Les tenants de cette thèse croient-ils pouvoir duper les peuples du monde entier? Ils ne sauraient oublier que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont pris de nombreuses décisions qui attendent toujours d'être mises en œuvre. En outre, l'Organisation de l'unité africaine et la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire du 5 au 10 octobre 1964, ont pris des décisions importantes touchant les sanctions à appliquer contre le régime sud-africain et ces décisions reflètent l'opinion de l'écrasante majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies. On peut citer entre autres la Déclaration du Caire, qui stipule que tous les Etats doivent boycotter les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, cesser les exportations d'armes et de matériel à des fins militaires et rompre les relations diplomatiques, consulaires et autres avec l'Afrique du Sud. Cette déclaration a été approuvée par de nombreux autres Etats.

19. La délégation soviétique appuie énergiquement les recommandations faites par le Comité spécial dans son rapport (A/5957). Il ressort de ce rapport que la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sont convaincus qu'il est indispensable de prendre des mesures urgentes et efficaces contre les racistes sud-africains. Il ne s'agit donc pas de savoir s'il convient ou non de prendre des sanctions contre l'Afrique du Sud, que ce soit dans le domaine économique, politique ou autre. De nombreux pays appliquent déjà effectivement ces sanctions. En revanche, il s'agit maintenant de prendre à l'unanimité toute une série de mesures qui empêcheraient le régime de Verwoerd de poursuivre sa politique d'apartheid. Il importe que tous les Etats Membres soumettent l'Afrique du Sud à un boycottage et à des sanctions économiques, afin que son isolement économique soit complet. A cette fin, il est indispensable que la Commission politique spéciale, et ensuite l'Assemblée générale, demandent au Conseil de sécurité d'examiner la question des sanctions économiques et d'exiger que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies appliquent ces mesures.

Enfin, l'Organisation des Nations Unies se doit de défendre le droit de la population autochtone de l'Afrique du Sud à se libérer du joug imposé par une minorité raciste.

20. La délégation soviétique appuie énergiquement les demandes des pays africains, qui souhaitent que le Conseil de sécurité prenne des mesures contre le Gouvernement sud-africain. Elle fait siennes les conclusions et les recommandations du Comité spécial, qui demande que le Conseil de sécurité prenne des décisions obligeant tous les gouvernements à appliquer entre autres des sanctions économiques contre le régime sud-africain. Elle estime également que le Comité spécial doit continuer ses travaux afin de faire des recommandations à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité en ce qui concerne l'élimination de la politique d'apartheid. La délégation soviétique demande qu'au début de 1966, le Conseil de sécurité tiennne une session dans un pays africain afin d'examiner la question de l'apartheid en Afrique du Sud et de prendre à cet égard des mesures et des décisions concrètes. L'Organisation des Nations Unies doit se prononcer catégoriquement pour la libération nationale de la population autochtone de l'Afrique du Sud. En défendant les peuples qui luttent contre le colonialisme et le racisme, elle réalisera l'un de ses objectifs les plus nobles.

*M. Inglés (Philippines), vice-président, prend la présidence.*

21. M. SANGHO (Mali) rappelle que le Secrétaire général, dans l'introduction à son dernier rapport sur l'activité de l'Organisation, fait la constatation suivante: "La situation dans la République sud-africaine est aujourd'hui aussi sombre et inquiétante qu'hier<sup>1/</sup>." En effet, non seulement le Gouvernement de Pretoria persiste dans sa politique et continue à ne tenir aucun compte des résolutions des Nations Unies, mais il a adopté envers les gouvernements africains une attitude insolente et provocante. Comme on peut le voir d'après les rapports du Comité spécial, les mesures de répression brutale et inhumaine ou d'exil forcé et d'assignation à résidence, et même les exécutions, se multiplient. Les Nations Unies doivent donc prendre d'urgence des dispositions radicales.

22. Ceci s'impose d'autant plus que le Gouvernement de la République sud-africaine renforce sa puissance militaire et policière. Un de ses porte-parole a déclaré par exemple que la force aérienne sud-africaine était l'une des plus efficaces du monde, et l'on sait en particulier que la flotte aérienne commerciale du pays compte un certain nombre d'appareils qui seraient rapidement convertibles en appareils de combat.

23. De plus, le Gouvernement de la République sud-africaine coopère avec les gouvernements coloniaux de l'Afrique australe. La situation s'est donc aggravée, et le journaliste Philippe Ben est allé jusqu'à déclarer, dans le journal *le Monde*, qu'après l'échec des forces progressistes sur la question de la Rhodésie du Sud et des colonies portugaises les Africains ne devaient plus compter que sur leurs

propres forces. Cependant, les Africains ne seront pas seuls à souffrir, car un jour le Gouvernement de la République sud-africaine pourrait fort bien se retourner également contre tel ou tel élément de la population blanche, tout comme l'ont fait les nazis en Europe, et tous ceux qui se refusent à appliquer à l'Afrique du Sud les mesures de boycottage économiques prévues par les Nations Unies mènent en fait une politique aussi dangereuse que rétrograde. Ils oublient en outre que, pour les Africains conscients des réalités de la situation, l'attitude adoptée à l'égard de l'apartheid et l'attitude adoptée à l'égard des peuples africains en général sont indissociables.

24. Le défi que le Gouvernement de Pretoria oppose au monde entier est lié au comportement de ses partenaires commerciaux, qui sont notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Japon. Les investisseurs de ces pays réalisent d'importants bénéfices au prix de la sueur et du sang versés par les Africains. Comme le déclare le Comité dans l'un de ses rapports, depuis l'adoption de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, les principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine ont considérablement accru leurs investissements dans ce pays, ce qui permet à la République sud-africaine de mieux résister aux sanctions économiques; ces investissements ne peuvent donc qu'encourager l'Afrique du Sud dans sa politique et aggraver la tension qui règne en Afrique australe.

25. Dans ces conditions, on se demande si le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis, Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et membres permanents du Conseil de sécurité, ont conscience de leur lourde responsabilité. On en vient même à se demander si ces pays ne veulent pas encourager le Gouvernement rebelle de la Rhodésie du Sud à instaurer dans ce territoire un régime analogue à celui qui règne dans la République sud-africaine. Ces grandes puissances devraient pourtant comprendre que leur attitude compromet le prestige des Nations Unies, ce qui peut avoir des répercussions très graves pour l'Organisation et par conséquent pour le monde entier. Elles devraient se rappeler les sacrifices qu'il a fallu consentir pour abattre le nazisme faute d'avoir agi alors qu'il était encore temps. Quand on considère en effet que le Gouverneur représentant Sa Majesté la reine elle-même en Rhodésie du Sud risque chaque jour de se voir expulsé par le Gouvernement rebelle de ce pays, on peut déjà constater jusqu'où a pu mener la politique d'inaction du Royaume-Uni.

26. De plus, on ne peut manquer de tenir compte de l'immense mouvement de libération nationale qui est né de l'oppression. Si les Nations Unies devaient faillir à leur mission, tous ceux qui auraient eu le tort de se fier aux principes de l'Organisation se dresseraient néanmoins pour lutter contre le Gouvernement de la République sud-africaine, et sa clique d'esclavagistes serait quand même balayée. Ainsi que le déclarait M. Modibo Keita, président de la République du Mali, tant que le peuple de l'Afrique du Sud ne sera pas libéré et ne se sentira pas chez lui dans son pays, une révolution restera à faire et se fera tôt ou tard.

<sup>1/</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément No 1A, section IX.

27. Devant la situation qui règne dans la République sud-africaine, la délégation du Mali ne peut qu'approuver les recommandations formulées par le Comité spécial dans son rapport (A/5957), et notamment les recommandations contenues au paragraphe 155 de ce rapport.

28. Une action décisive est indispensable pour mettre fin aux actes inhumains, à la répression sauvage et aux crimes qui sont perpétrés dans la République sud-africaine. On a bien vu que la persuasion est en l'occurrence inefficace. Or, il existe effectivement une menace grave contre la paix dans la République sud-africaine, surtout depuis les faits récemment survenus en Rhodésie du Sud. La situation réclame par conséquent l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Cependant, pour que ces dispositions soient efficaces, il faudrait, comme l'a déclaré le Secrétaire général lui-même, qu'elles soient universelles. Leur succès dépend surtout des Etats qui entretiennent avec la République sud-africaine des relations très étroites, et l'on ne peut qu'exprimer l'espoir que ces pays sauront s'élever au-dessus de leurs intérêts commerciaux immédiats.

29. M. BORSANYI (Hongrie) déclare tout d'abord que ceux qui entendent concourir au maintien de la paix doivent avant tout contribuer à la suppression des foyers d'incendie dans le monde. Si l'on aborde sous cet angle la question à l'ordre du jour, il est évident que la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine constitue une menace sérieuse contre la paix.

30. La Hongrie, qui, en sa qualité de membre du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, s'est efforcée de faciliter la tâche de ceux qui ont pour but l'élimination de l'apartheid, constate que les événements récents survenus en Rhodésie du Sud ont encore aggravé une situation déjà explosive. On sait que, chaque année, les organes des Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions auxquelles il a été impossible de donner effet. Or, comme le Comité spécial l'a constaté avec beaucoup d'inquiétude, le Gouvernement sud-africain intensifie encore sa politique. On ne compte plus les procès qu'il intente aux adversaires de l'apartheid, punis de peines très sévères, tandis que les prisonniers politiques, selon les constatations du Comité spécial, subissent toutes sortes de sévices et tortures et que les mesures de bannissement se multiplient. On sait également que, depuis le début de l'année 1963, plus de 50 personnes qui se sont opposées à la politique d'apartheid ont été exécutées. En fait, les dirigeants sud-africains eux-mêmes reconnaissent que le seul moyen de maintenir leur pouvoir est la ségrégation raciale et la subjugation de la population autochtone. C'est ainsi que, selon le *South African Digest* du 26 mars 1964, M. Carel de Wet, ambassadeur d'Afrique du Sud au Royaume-Uni, a déclaré que son gouvernement ne transigerait pas sur ce qu'il a appelé le droit de ses compatriotes non africains de gouverner les régions de l'Afrique australe colonisées par eux. Du reste, il ne se passe pas de jour sans que les dirigeants sud-africains ne fassent de semblables déclarations.

31. Le Gouvernement sud-africain a trouvé un nouvel allié dans la Rhodésie du Sud. La menace que constitue cette alliance a été soulignée par le représentant de la Côte-d'Ivoire, qui a déclaré au Conseil de sécurité, le 13 novembre 1965 (1259<sup>ème</sup> séance), que toutes les conditions étaient réunies pour qu'une guerre raciale éclate en Afrique centrale, et qu'en conséquence la menace contre la paix et la sécurité était certaine.

32. Si le Gouvernement de la République sud-africaine peut poursuivre impunément sa politique d'apartheid, c'est en effet parce qu'il compte sur ses alliés. Il ressort des rapports et des autres documents du Comité spécial que les actes des principales puissances occidentales sont loin de correspondre à leurs paroles. Par exemple, le 2 août 1963, le représentant des Etats-Unis au Conseil de sécurité a déclaré (1052<sup>ème</sup> séance) que son gouvernement était sur le point de mettre fin à la vente de tout matériel militaire au Gouvernement sud-africain, mais il a aussitôt ajouté que les Etats-Unis se réservaient le droit d'appliquer cette politique en fonction des mesures requises, selon eux, pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

33. De même, on a entendu dire à plusieurs reprises que le Gouvernement du Royaume-Uni avait décidé d'imposer l'embargo sur l'exportation de toutes armes à destination de l'Afrique du Sud, qu'il ne fournissait aucune assistance économique à ce pays et qu'il n'effectuait aucun investissement de capitaux dans la République sud-africaine. Quant au Japon, il a affirmé qu'il ne fournissait aucune assistance militaire ou économique à la République sud-africaine et n'investissait de capitaux dans ce pays. Même si l'on s'en tient à ces déclarations, il est très difficile de faire une distinction entre les armes qui servent à assurer le maintien de la paix et celles qui facilitent l'application de l'apartheid, et les formules auxquelles on a recours ne sont en fait que des prétextes fallacieux.

34. D'autre part, les documents du Comité spécial montrent que les principales puissances occidentales entretiennent des rapports économiques étroits avec l'Afrique du Sud et, suivant le cas, lui fournissent même des armes. On sait que plus des deux tiers des échanges de la République sud-africaine se répartissent entre le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, le Japon, l'Italie et la Rhodésie du Sud. Aucun changement important ne s'est produit sur ce point, et le volume des échanges de l'Afrique du Sud a même augmenté avec des pays tels que l'Allemagne fédérale, le Japon et l'Italie.

35. L'importance de l'aide apportée par les puissances occidentales à la République sud-africaine peut être illustrée par quelques exemples. Dans le numéro du 5 février 1965 du périodique *Southern Africa*, de Londres, on lit, à propos de l'installation d'une usine nouvelle, que cette usine montera au départ des avions américains légers, notamment un petit appareil pour la police (A/5932, par. 60). Il ne s'agit certainement pas, en l'occurrence, d'appareils devant servir uniquement au maintien de la paix. De même, le Premier Ministre du Royaume-Uni a annoncé, le 25 novembre 1964, que son gouvernement autoriserait, selon les besoins, l'envoi de pièces de rechange pour 16 appareils du type Buccaneer déjà

livrés par le Royaume-Uni (*ibid.*, par. 65). On comprend dès lors que M. Fouché, ministre de la défense de l'Afrique du Sud, ait déclaré que son pays était moins isolé que par le passé et qu'il avait moins de difficultés à se procurer du matériel militaire (*ibid.*, par. 72).

36. On sait d'autre part que de nombreuses sociétés internationales ont effectué des investissements massifs dans la République sud-africaine. Dans le numéro du 30 juillet 1965 du périodique *Africa*, édité à New York, on pouvait lire que, d'après une déclaration faite par le Département d'Etat le 27 juillet 1965, les Etats-Unis n'envisageaient pas une politique nouvelle à l'égard de l'Afrique du Sud. Toujours selon ce périodique, cette annonce a été faite après une rencontre de M. Mennen Williams, secrétaire d'Etat adjoint, avec un groupe de directeurs commerciaux américains qui recherchaient l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis ne céderait pas à la pression des groupes libéraux américains. En ce qui concerne les investissements, le rapport du Comité spécial (A/5932) publie un certain de chiffres. Il est dit au paragraphe 118 de ce document que les investissements prévus dans l'industrie automobile sud-africaine s'élèvent à près de 200 millions de dollars, pour la plupart souscrits par des sociétés étrangères. On lit aussi au paragraphe 127 que la société Chrysler South Africa (Pty) Limited a annoncé un plan de fabrication et d'extension de 35 millions de dollars. On lit en outre au paragraphe 142 que des dirigeants de la société Toyo Kogyo, d'Hiroshima (Japon), ont fait en février 1965 un voyage en Afrique du Sud pour étudier la possibilité de construire dans ce pays une usine de pièces de moteurs dont le coût devait s'élever à 21 millions de dollars. Selon le paragraphe 168 du même rapport, une raffinerie de 45 millions de dollars, construite à Durban par la société Shell and British Petroleum South African Petroleum Refineries, a commencé à fonctionner en octobre 1963, et on a pu apprendre de même que la Highveld Development Company, qui a fait partie du groupe anglo-américain, était en train de construire à Witbank un complexe fer-acier-vanadium de 140 millions de dollars (par. 173). Il est donc évident que les investissements de capitaux se poursuivent en Afrique du Sud, où les sociétés étrangères tirent d'importants bénéfices de l'exploitation de la population noire. C'est ainsi que, selon une brochure publiée en janvier 1965 par la Trust Bank of South Africa, les sociétés américaines qui traitent des affaires avec l'industrie sud-africaine réalisent des bénéfices doubles de ceux que rapportent les investissements en Europe occidentale. Enfin, pour démontrer le lien profond qui existe entre l'apartheid et l'attitude des puissances occidentales, il suffit de citer le Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine, qui, selon le *South African Digest* du 1er mai 1964, a déclaré en avril 1964 que personne n'effectuerait d'investissements en Afrique du Sud si les investisseurs avaient l'impression que les blancs perdaient leur autorité dans le pays.

37. Cette collusion montre clairement pourquoi les efforts des Nations Unies n'ont pu aboutir jusqu'ici, et elle incite à considérer de très près le rapport du Comité spécial, notamment les paragraphes 140

à 149 de ce rapport, ainsi que les recommandations qui figurent dans la troisième partie.

38. Dans les paragraphes en cause, le Comité spécial indique nettement que seule l'application de sanctions économiques peut empêcher un conflit tragique d'éclater, et il se déclare d'avis qu'un rôle fondamental incombe à ceux qui entretiennent encore des rapports multiples avec l'Afrique du Sud.

39. La délégation hongroise estime que le régime d'apartheid ne peut être combattu pacifiquement que si le Conseil de sécurité prend des mesures concrètes en application du Chapitre VII de la Charte et que si tous les Etats Membres donnent effet à ces mesures. Il faut dénoncer devant l'opinion internationale le double jeu des principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine. La Hongrie, pour sa part, n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud et sa position a toujours été très nette. Celle-ci a encore été réaffirmée récemment par le Président du Conseil des ministres de la République populaire hongroise, qui a déclaré, le 13 novembre 1965, que la proclamation unilatérale de l'indépendance en Rhodésie du Sud était un défi au mouvement de libération des peuples africains, que le Gouvernement de la République populaire hongroise condamnait ces nouvelles manigances du néo-colonialisme et que ce gouvernement était solidaire des millions d'hommes qui luttent pour leur indépendance.

40. Le représentant de la Hongrie tient à signaler en outre que, comme suite à la résolution 1978 (XVIII) de l'Assemblée générale, son gouvernement a décidé de venir en aide aux familles des personnes persécutées en Afrique du Sud grâce à une contribution, payable en nature, d'un montant de 100 000 forints hongrois.

41. M. ACHKAR (Guinée) dit qu'il répondra de façon plus détaillée aux observations qu'a suscitées la déclaration qu'il a prononcée à la 469ème séance. En attendant, il souhaite dissiper une équivoque soulevée par les responsables de la situation en Afrique du Sud. On a dit qu'il était indispensable d'établir un blocus naval pour pouvoir appliquer des sanctions économiques. C'est là un argument fallacieux. En effet, le Conseil de sécurité a adopté des décisions concernant les sanctions au titre du Chapitre VII de la Charte; si tous les Etats se conforment à ces décisions et s'abstiennent de vendre et d'acheter du matériel à l'Afrique du Sud, il n'est pas nécessaire de recourir à un blocus. Du reste le Royaume-Uni n'a pas demandé de blocus pour appliquer des sanctions économiques en Rhodésie du Sud; mais bien entendu, le cas serait différent si le Royaume-Uni s'efforçait d'empêcher l'application de ces sanctions.

42. M. NORTON DE MATOS (Portugal), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, dit que le représentant de l'Union soviétique a de nouveau prétendu qu'il existe une alliance entre le Portugal et certains pays d'Afrique. Le représentant du Portugal se trouve une fois de plus dans l'obligation de démentir catégoriquement l'existence d'une telle alliance.

La séance est levée à 13 h 10.

